

TRANSFORMER L'EMPLOI, REDONNER DU SENS AU TRAVAIL

Une étude du programme
« Nouvelles formes d'emploi »

Nouvelles technologies, compétition internationale, financiarisation intensive ou encore émergence de nouvelles économies, autant de facteurs qui conduisent à une profonde mutation de l'emploi. venant bousculer un modèle salarial qui semblait bien établi il y a encore quelques décennies.

Alors que, dans ce contexte de crise, les questions d'emploi et de travail divisent, le Labo de l'ESS a décidé dès 2016 d'y apporter un nouvel éclairage, en valorisant notamment les différentes manières dont l'Économie sociale et solidaire contribue à façonner de nouvelles formes d'emploi, d'avenir et de qualité.

Au cœur de cette analyse se trouve le « carré de l'emploi », c'est-à-dire les principes fondateurs d'un emploi de qualité : le sens, la protection, le collectif et le contrat.

CHIFFRES CLÉS

13,5%

part des emplois précaires en 2018 : CDD, intérim, apprentissage (Observatoire des inégalités, 2019)

24%

des salarié-e-s dans un état d'hyperstress (STIMULUS, 2017)

136 000

salariés en insertion en 2017 (DARES, 2019)

10,5%

part de l'ESS dans le nombre d'emplois en 2013 soit 14% de l'emploi privé (INSEE, 2013)

EN FRANCE

L'EMPLOI EN MUTATION

UN MODÈLE HISTORIQUE REMIS EN CAUSE

Installé depuis la première révolution industrielle, avec la **généralisation du salariat** et l'**invention des contrats à durée indéterminée**, notre modèle d'emploi est en crise :



- **L'emploi se précarise** : multiplication des temps partiels subis et des missions d'intérim, augmentation de la part des CDD et raccourcissement de leur durée.
- **Les formes hybrides d'emploi** se développent (intermittents du spectacle, auto-entrepreneur-euse-s, travailleur-euse-s des plateformes numériques).
- **La pluriactivité et les parcours professionnels discontinus** se multiplient.
- **Le travail se dégrade** : il fait souffrir (stress, burn-out, etc.) et perd de son sens.

La **fracture** se creuse entre les **salarié-e-s « stables »** (néanmoins touché-e-s par la « crise du sens ») et celles et ceux qui occupent des **emplois précaires**. Une fracture renforcée par des transformations globales dont seuls échappent les emplois des secteurs économiques localisés, non-soumis à la concurrence internationale.

3 TRANSFORMATIONS GLOBALES

La mondialisation non régulée de l'économie

La financiarisation de l'économie

La transformation numérique

L'ESS, PORTEUSE D'UNE VISION GLOBALE D'UN EMPLOI DE QUALITÉ

En opposition à un modèle de société néo-libéral de « précarité généralisée », le Labo de l'ESS défend **des formes d'emploi d'avenir répondant aux nouvelles aspirations des actif-ve-s et notamment des plus jeunes** : **1.** où le salariat resterait la norme sans pour autant rejeter de nouvelles formes d'emploi dans la mesure où elles parviendraient à concilier autonomie et protection, **2.** reposant sur un autre modèle de développement économique et social respectueux de l'humain et de l'environnement, **3.** fondées sur une protection sociale renouvelée en garantissant son caractère mutualisé et protecteur et **4.** réussissant l'articulation entre local et global.

Cette vision d'un emploi de qualité repose sur quatre éléments fondamentaux :

LE « CARRÉ » DE L'EMPLOI DE QUALITÉ

Le sens du travail Subjective, cette dimension concerne tout autant la finalité du travail, son contenu que les conditions dans lesquelles il s'exerce.	Le contrat Il est fondamental car il formalise les engagements réciproques et les régimes juridiques dont ceux-ci dépendent.
Le collectif Il recouvre deux dimensions : le collectif de travail (celui avec lequel on échange, coopère, crée des liens) et le collectif de négociations (avec lequel on défend ses intérêts)	La protection Il s'agit à la fois de la protection sociale (santé, chômage, retraite) et les droits sociaux (à la formation, syndicaux).



COMMENT ASSURER À TOU-TE-S L'ACCÈS À UN EMPLOI DE QUALITÉ ?

1. SOUTENIR LES INNOVATIONS PORTÉES PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE¹

Les couveuses et les Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE)

Elles offrent aux indépendant·e·s un accompagnement individualisé, un cadre juridique, des services mutualisés. Elles donnent aussi la possibilité de s'inscrire dans une dynamique collective de création d'activités, via la conclusion d'un contrat d'entrepreneur salarié associé à durée indéterminée.

L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

L'insertion par l'activité économique vise à accompagner l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi par le biais de contrats spécifiques.

Les Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP) et Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC)

Une SCOP est une société coopérative de forme SA, SARL ou SAS dont les salarié·e·s sont les associé·e·s majoritaires (il·elle·s détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote). Les SCIC permettent quant à elles d'associer, au-delà des salarié·e·s toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public autour du projet commun. Ces coopératives favorisent donc la reprise en main de leur travail par les salariés ainsi que l'esprit collectif autour d'un projet partagé.

Les Tiers-lieux coopératifs et/ou associatifs

Espaces de sociabilité informels qui se distinguent du premier lieu, la maison et du second, le travail. Ils favorisent le faire-ensemble, l'échange de compétences et la créativité en réunissant dans un même endroit des individus aux parcours et cultures différents.

Les Groupements d'Employeurs (GE)

Le Groupement d'Employeurs met à disposition d'entreprises (sociétés, associations et entreprises individuelles) qui y adhèrent, des salarié·e·s partagé·e·s bénéficiant d'un contrat de travail unique, à la semaine ou pendant une période de l'année. Il permet de conjuguer flexibilité pour les employeur·euse·s et sécurité pour les employé·e·s.

Les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE)

Regroupement, sur un territoire donné, d'initiatives, d'entreprises et de réseaux de l'économie sociale et solidaire associé à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation, qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable.

2. APPUYER ET ÉVALUER LES IMPACTS DES EXPÉRIMENTATIONS

visant à permettre l'accès de tou-te-s à un emploi de qualité et une émancipation par le travail telles que le **revenu contributif** et les **Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)**.

3. POURSUIVRE LA RÉFLEXION

sur le **revenu universel**, sur des modèles d'emploi inspirés du régime des **intermittents** du spectacle, sur la construction de parcours professionnels qu'initie le **compte personnel d'activité** ainsi que sur le **partage du temps de travail**.

¹ Retrouvez le détail des propositions pour permettre à chacune de ces innovations de se développer dans la publication.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE DE 2016



1 groupe de travail
29 membres



Analyse de la littérature
existante



Échanges et entretiens
avec des experts et
praticiens



POUR EN SAVOIR PLUS :

Retrouvez la publication complète :
<http://bit.ly/publi-NFE>

Octobre 2020

Direction éditoriale : Marie VERNIER, Rédaction : Florian LABOULAIS, Pilote de l'étude-action :
Christiane DEMONTÈS | Création graphique : Salomé PRÉAUDAT |
Crédits photos : Fotolia, Unsplash, Flaticon | Impression : Cava Burelor

Le Labo de l'ESS

5, rue Las Cases - 75007 Paris
01 80 05 82 00
contact@lelabo-ess.org



lelabo-ess.org



@lelabo_ess



lelaboess



Le Labo de l'ESS

CONTACT

Florian LABOULAIS
Chargé de mission
florian@lelabo-ess.org
tel : 01 80 05 82 05



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



Institut pour
la recherche

RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE



Que Volterre
Fonds de dotation



enedis
L'ÉLECTRICITÉ EN RESEAU

Merci à nos partenaires de l'époque : La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, le ministère de l'Économie et des Finances, la Délégation interministérielle à l'Économie Sociale et Solidaire, l'ADEME, la Région Ile-de-France, l'Avisé et le Crédit Agricole.